

FORUM SOCIAL MONDIAL, 6 AU 11 FEVRIER 2011, DAKAR - SENEGAL

## Session d'échanges d'expériences et de réseautage des Budgets Participatifs Africains,

9 février 2011, Université Cheikh Anta Diop de Dakar

### Compte rendu de la session

#### 1. Ouverture

L'an deux mille onze, s'est tenu à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar, dans le contexte du Forum social Mondial, une séance d'échanges sur les expériences en matière de Budget Participatif le 9 février. Cette séance est organisée par Enda Economie Populaire Urbaine (**Enda ECOPOP**) a regroupé des professionnels en matière de BP en Afrique, en Europe et dans les Amériques. Ces professionnels sont issus des Nations Unies, du monde des ONG, de la communauté universitaire et celle de la recherche action, du personnel d'appui des collectivités locales, des maires, des conseillers municipaux et de consultants.

Les expériences présentées au cours de cette session, viennent de sept (7) pays africains: Burkina Faso, Cameroun, Cap Vert, Madagascar, Mali, Sénégal, République Démocratique du Congo. Ont également fait des témoignages et contributions:

- César BUSATTO de l'Observatoire International de la Démocratie Participative (OIDP), Coordination politique et de la Gouvernance de la Municipalité de Porto Alégré au Brésil, représentant le maire de Porto Alégré (Président de l'OIDP),
- Yves CABANNES, Professeur au College Institute of London en Grande Bretagne,
- Dr Serigne Mansour TALL, Chargé de programme de ONU Habitat au Sénégal,
- Giovanni ALLEGRI, chercheur au Centre d'Etude Social de Coimbra au Portugal, au nom du Réseau Européen du Budget Participatif,
- Nelson DIAZ, du réseau Initiative du Budget Participatif au Portugal.

La facilitation de la session a été assurée par Monsieur **El Housseynou LY**, Consultant et expert associé à **Enda Ecopop**.



Dans son mot introductif, le Coordonnateur de Enda Ecopop, Bachir Kanouté, a souhaité la bienvenue aux différents participants avant d'insister sur les efforts très appréciables des uns et des autres pour participer à la présente session. Ce qui dénote, selon lui, de l'intérêt du sujet pour tous et du niveau élevé d'engagement de chacun dans la thématique du budget participatif.

Après avoir dressé un panorama africain des pays appliquant l'approche depuis son avènement vers les années 2003, Monsieur Bachir KANOUTE reviendra ensuite sur l'importance d'une telle rencontre en termes d'échanges autour des expériences enregistrées en matière de budget participatif dans des contextes locaux parfois différents. Il a conclu son propos préliminaire en insistant sur l'objectif de cette rencontre, en tant qu'apprentissages enrichissants dans la mise en perspective de telles initiatives dans le cadre d'une plateforme africaine des villes qui appliquent le Budget participatif.

Il est ensuite revenu au modérateur de la session, M. El Housseynou LY, de camper la démarche de partager des différentes expériences, articulées autour de quatre (4) mouvements principaux :

- 1) Les expériences conduites ;
- 2) Les enseignements majeurs tirés ;
- 3) Les difficultés rencontrées ;
- 4) Les attentes formulées en perspectives d'une communauté de pratiques sur le Budget Participatif

## 2. Témoignages d'acteurs

Dans son intervention, Dr Serigne Mansour TALL, HPM<sup>1</sup> de ONU HABITAT au Sénégal et dans les Îles du Cap Vert, s'est d'abord félicité de la fructueuse collaboration entre la structure qu'il représente et ENDA ECOPOP. Collaboration qui a donné lieu à de fortes dynamiques de changements dans le mode de gestion des appareils municipaux et des modes de représentations que les citoyens se font des élus locaux. Il mettra davantage l'accent sur les acquis de dialogue et de concertation enregistrés dans le cadre des processus de BP, dans le cas par exemple du Sénégal. Dans un contexte local où méfiance et défiance ont souvent prévalu, les processus BP enclenchés ont pu favoriser des espaces de dialogue entre acteurs locaux " *on se parle*". ONU HABITAT se réjouit ainsi de son appui apporté dans la conduite de ces processus en Afrique par l'édition en collaboration avec Enda ECOPOP, de deux (2) guides sur le Budget Participatif en Afrique. Cet engagement d'ONU HABITAT se fait dans le cadre de la Campagne Mondiale pour la Gouvernance Urbaine. Il conclura que l'institutionnalisation du processus BP constitue un autre facteur d'ancrage auquel il importe de travailler et l'opportunité offerte par cette rencontre de plusieurs pays africains doit être saisie pour poser des jalons concrets dans ce sens.

Prenant la parole, **César BUSATTO** Conseiller Municipal chargé de la Coordination Politique et de la Gouvernance locale, représentant le maire de Porto Alégré a d'abord, au nom de l'OIDP, salué l'initiative d'une telle rencontre, source d'émulation pour les différents acteurs engagés dans le processus BP. Et s'inspirant de son expérience de Porto Alégré, il mettra l'accent sur trois (3) aspects fondamentaux qui sont autant de défis à relever pour la réussite de processus du budget participatif :

1. Le respect des engagements pris, relatifs en particulier aux investissements décidés en matière par exemple d'infrastructures ;
2. La constance dans les initiatives de construction de la solidarité participative ;
3. L'articulation à créer entre le BP et la planification prospective en matière de développement.

Pour sa part, le Pr **Yves CABANNES** relèvera dix (10) leçons principales, s'agissant de la contribution africaine dans les processus de Budget participatif :

1. Une gouvernance locale plus crédible (transparence dans les municipalités) ;
2. Développement d'une citoyenneté fiscale ;
3. Participation concertée des différentes catégories de populations ;
4. Renforcement des capacités endogènes de planification du développement local ;
5. Développement de mécanismes de redistribution des richesses ;

---

<sup>1</sup> Habitat Program Manager, Représentant national de ONU HABITAT au Sénégal et aux Îles du Cap-Vert

6. Plus grande inclusion des migrants dans les politiques locales ;
7. Décentralisation des espaces de décision au niveau local ;
8. Dialogue effectif entre des citoyens mieux sensibilisés ;
9. Le BP perçu comme un levier du développement local ;
10. Crédibilité des acteurs locaux vis à vis des partenaires stratégiques.

En s'appuyant sur ces acquis, le Pr Yves CABANNES soulignera quelques défis majeurs pour l'ancrage des processus, à savoir :

1. Documenter les expériences de BP ;
2. Renforcer les liens d'échange entre les différentes régions africaines et entre l'Afrique et le Brésil.
3. Changer d'échelle de pratique avec la contribution d'institutions telles que ONU HABITAT et le CGLU ;
4. Contrecarrer les tentatives de reproduction à l'échelle locale, du centralisme gestionnaire national par des autorités ;
5. Prévenir les risques de baisse de la qualité du processus du BP dans le cadre d'un développement exponentiel trop rapide.

**Le Pr Giovanni ALLEGRETTI du CES/CIOMBRA** s'est employé à peindre les expériences de BP en Europe notamment en Suède et en Italie. Dans le cas de l'Italie, il retient que le BP a redonné confiance aux citoyens qui ont été fortement secoués par les scandales répétés et que dans le cas de la Suède, le BP a dû cimenter les liens dans une société fortement individualiste. Il recommande de capitaliser les expériences malheureuses pour s'en instruire davantage. Il n'a pas manqué de démontrer en quoi le BP a inauguré une autre façon de faire de la politique, une nouvelle justice sociale et une démocratie participative.

### **3. Panoramas et contextes africains de budget participatif et échanges**

Ces différents témoignages ont ensuite été suivis de présentations successives de sept (7) expériences africaines de pratiques du budget participatif.

#### **3.1 - Madagascar**

**Monsieur Robert Gaby FLORENT** du Programme SAHA de l'Inter Coopération Suisse a fait l'historique du BP à Madagascar, d'abord de 2003 à 2008, ensuite de 2008 à 2011, en sériant bien les phases de la préparation, au plan du suivi et de l'évaluation. Selon lui, 2011 marque un tournant car coïncidant avec une généralisation du BP dans 50 communes avec l'appui du Fonds de Développement Local.

Les effets principaux du BP se rapportent au regain de confiance des citoyens, à la collaboration entre le Public et le Privé, à l'amélioration des ressources, à la contribution des communautés dans la réalisation des projets et au nouvel intérêt porté sur la chose publique. Les principaux défis du BP sont à l'unisson :

- Socialiser la mise en œuvre de la décentralisation par le biais du BP ;
- Améliorer la communication participative dans la gestion des collectivités locales ;
- Renforcer les structures d'encadrement des communes ;
- Doper la capacité d'interpellation des populations ;
- Coordonner avec les autres intervenants à l'échelle des territoires.

La documentation des expériences, l'organisation de voyages apprenants, le renforcement de la coopération décentralisée, la mobilisation des ressources, les actions de plaidoyer en direction de l'Etat et des collectivités locales sont les principales attentes des professionnels du BP.

#### **3.2 - MALI**

**Monsieur Moussa DIABATE** a présenté l'expérience de la commune urbaine de Koutiala qui est la 3<sup>ème</sup> ville la plus peuplée du Mali. Il va d'abord insister sur les exercices en amont de la mobilisation sociale comme la mise en place de Comité de Développement de Quartier, l'instauration de la semaine Sigida Kura et les opérations de marketing social pour l'acceptabilité sociale du processus. Il a aussi posé les grandes étapes de la mise en place du BP en mettant en exergue la formation des élus locaux et des décideurs appuyé par Enda, celle des facilitateurs communautaires, le suivi avec l'implication du niveau national, l'atelier de validation du plan de travail entériné par arrêté municipal et les réunions d'information avec les chefferies traditionnelles.

La principale difficulté est l'adéquation de l'exercice BP avec le calendrier de bouclage et d'approbation des budgets des collectivités locales du Mali. L'attente première et principale est la mobilisation du niveau central et l'instauration de voyages apprenants avec les communes.

### 3.3 - CAP VERT

**Madame Artemisa MONTEIRO** du Ministère de la décentralisation a entamé son exposé par un profil historique des activités, partant de 2005, année qui marque le début du BP appuyé par l'UNICEF par le canal du Ministère de l'Aménagement du Territoire. S'en suivirent la mise en place d'un noyau de coordination, des sessions de formation avec l'appui de Porté Alégré, la création d'un logo pour chaque commune et la mise sur pied de cercles BP, les opérations de communication et de marketing sur le BP, une formation en environnement avec l'ONG ADAD et enfin la création d'un site WEB [www.op.caboverde.org](http://www.op.caboverde.org).

Les contraintes relèvent de l'instabilité de l'administration du fait des alternances survenues dans le pays. Cette instabilité s'est répercutée au sein des noyaux exécutifs. Il faut ajouter aussi le manque de ressources financières dans le registre des contraintes de même que la faible participation d'acteurs lors des sessions de formation.

### 3.4 - Burkina Faso

**Monsieur Mathieu GOUBA** de **World of Hop** a commencé son exposé par un bref rappel des objectifs et de l'environnement économique et social des collectivités locales dans le contexte de la décentralisation tout en insistant sur les dynamiques de changements issues de ce renouveau institutionnel. L'appui d'Enda ECOPOP dans la formation des facilitateurs a été la phase la plus décisive dans le déclenchement réel du processus BP en 2009. Mais le caractère démocratique et populaire du BP a donné lieu à quelques facteurs de réticence dans la communauté des maires et des élus locaux. Ce qui démontre que beaucoup de choses seraient à faire dans le domaine du plaidoyer et du marketing social. Les attentes les plus en vue sont l'organisation de voyages apprenants dans d'autres pays et la dynamisation des cadres de concertation qui seront mis en place.

### 3.5 - République Démocratique du Congo (RDC)

**Monsieur Henri Christin LONGENDJA** a présenté l'expérience de Barumbu qui s'offre dans un contexte inachevé de décentralisation et dans un climat de conflits. Les enseignements majeurs sont l'émergence de nouvelles dynamiques dans la gouvernance locale, la participation citoyenne et l'autodétermination des populations.

Les défis se rapportent à la planification communale en termes d'expertise et de savoirs locaux, la décentralisation effective, l'accès équitable à l'information publique.

L'avènement d'une nouvelle dictature et la faible capacité de mobilisation des ressources financières par les communes, entravent à bien des égards la durabilité et l'efficacité des BP en RDC. Ce qui justifie des attentes comme l'accompagnement dans la gouvernance participative et solidaire, l'organisation de sessions de formation et la production d'outils adaptés dans les pays en situation de conflits.

### 3.6 - SENEGAL

**Monsieur Mamadou Mansour DIAGNE d'Enda Ecopop** a présenté l'expérience sénégalaise à travers les exercices de BP dans les villes de Kaolack, Matam, Louga, Sédhiou, Ziguinchor, Rufisque Est, Méckhé, Dalifort etc. Chaque commune a évolué avec une problématique qui a émergé de façon participative, au cœur des préoccupations et en rapport avec les besoins des populations. C'est le cas par exemple de Rufisque Est et Méckhé avec l'électricité ou l'assainissement dans le cas de Kaolack. Les principaux enseignements issus des exercices BP au Sénégal sont dans leur pluralité :

- Une meilleure connaissance du BP ;
- Un dialogue permanent et fécond des autorités locales et les citoyens ;
- Une capacitation des acteurs ;
- Une plus grande sincérité budgétaire.

Les contraintes principales qui ont été relevées sont l'analphabétisme, la frilosité politique, la pauvreté, le manque de formation des élus locaux, de vision prospective et un déficit de leadership local dans certains cas.

Comme défis majeurs Monsieur DIAGNE pointe la mobilisation financière, l'appropriation continue de l'approche BP, une plus grande attention sur les droits et les besoins des groupes vulnérables et une institutionnalisation du BP dans les discours et les pratiques des appareils municipaux. De ces défis découlent les attentes comme la création d'un système d'évaluation des pratiques encourues, l'organisation de voyages apprenants, la documentation des expériences sous forme de "success stories".

### 3.7 - Cameroun

**Messieurs MBASSI MBASSI Fabien et NJIFENJI Emmanuel** du réseau des habitants du Cameroun ont tour à tour présenté l'expérience camerounaise en matière de BP. Ils ont commencé d'abord à donner à comprendre les grandes étapes de la mise en place des exercices BP, de l'autorisation du Maire, des activités de plaidoyer dans la communauté des élus et des pouvoirs religieux et traditionnels, à l'organisation d'une session de formation sous le leadership du Professeur Yves CABANES. Cette session de formation a du regrouper des professionnels d'autres pays de l'Afrique centrale. Les résultats relatifs aux activités qui ont été de mise, sont la forte mobilisation de pans entiers de citoyens, des ONG et autres, la mise sur pied d'observatoires, la mise en débat public des budgets et leur augmentation croissante avec la contribution des populations sous forme de taxes et d'impôts. Ensuite ils se sont attelés à lister les attentes sur la base des difficultés rencontrées. Ces attentes sont :

- La reconnaissance du réseau des habitants en tant que partenaire du développement local ;
- La mise en réseau des experts et des praticiens du BP ;
- Un partage permanent des savoirs et des connaissances ;
- Une intégration harmonieuse du BP dans les politiques publiques incluant les textes de la décentralisation ;
- Une coordination des programmes sous régionaux de formation ;
- Le renforcement des observatoires ;
- L'organisation de voyages apprenants.



Présentation du panorama des BPs par l'Equipe du Cameroun

Les différents échanges qui ont suivi les différentes présentations, se sont développés selon un schéma de croisement de points de vue autour des axes suivants :

- Les conditions de pratique (réussie) du budget participatif
- Les attentes dans le cadre de la mise en place d'une communauté africaine de pratique en BP.

#### 4. Points de convergence sur les pratiques de budget participatif en Afrique



**Les conditions de pratique (réussie) du budget participatif**, Il s'est dégagé des points de vue que pour favoriser une bonne mise en pratique du Budget participatif, il faudrait que :

- L'existence d'une volonté des acteurs constitue une donnée fondamentale à l'adoption de l'approche BP.
- La maîtrise du processus constitue tout autant un facteur déterminant.
- l'approche standardisée soit nécessairement évitée en privilégiant la contextualisation de l'approche par les territoires locaux.
- la récupération politique de l'approche par des acteurs (politiques) plus soucieux du label "Budget participatif" que de la mise en pratique effective du processus soit aussi d'évitée
- l'intégration des efforts de développement déployés par les divers acteurs (ONG, entreprises, etc.) évoluant dans le même territoire doit être favorisée car ils constituent un facteur à prendre en compte dans la dynamique du processus BP.
- le strict respect des engagements pris par les différents acteurs du processus pour construire la confiance soit promu politiquement et porté institutionnellement.



**Les attentes dans le cadre de la mise en place d'un réseau africain des villes ayant en pratique le Budget participatif**, attentes formulées par les participants s'articulent autour des points suivants :

- le développement des échanges d'expériences entre praticiens du BP ;
- la mise en place d'une plateforme dynamique de concertation et d'échange ;
- la disponibilité de résultats d'évaluations documentées des processus BP engagés pour mieux en apprendre ;
- le développement d'une communication autour de l'approche du BP pour une plus grande vulgarisation ;
- la formalisation du processus du BP dans la gouvernance des territoires ;
- le renforcement des capacités d'intervention.

Les échanges ont permis de déboucher sur les **propositions concrètes** suivantes:

- Mettre en place des outils d'autoévaluation des pratiques BP;
- Développer un plaidoyer autour de l'approche du BP pour son institutionnalisation ;
- Construire une stratégie de communication et marketing du BP ;
- Organiser des voyages apprenants pour favoriser les échanges d'expériences ;
- Créer un réseau africain fonctionnel des villes ayant en pratique le BP ;
- Créer un site internet du réseau ;
- Réfléchir sur une rencontre des membres du réseau tous les 3 ans à l'occasion du **Sommet Africités** ;
- Développer des réseaux nationaux dans la perspective de construction du réseau régional africain ;
- Développer des sessions de formations des membres du réseau et des acteurs locaux pour soutenir la qualité des processus BP ;
- Mettre en place la structure organisationnelle du réseau ;
- Désigner Enda Ecopop pour coordonner le processus de mise en place du réseau. A ce titre Enda devra:
  - avancer des propositions de structuration du réseau qui seront amendées par les différents membres ;
  - faire une proposition de base pour la réalisation du site internet ;
  - proposer un calendrier de rencontres périodiques des membres du réseau, etc.

#### 5. Quels sont les enjeux du réseau de la communauté des pratiques en matière de Budget Participatif?



Il résulte des discussions et croisements de vue des participants les enjeux suivants :

**a. Enjeu de la communication et du porter à connaissance stratégique**

Deux (2) aspects sont importants à signaler: d'abord l'accès à l'information et ensuite l'intériorisation de connaissances indispensables à des choix pertinents et rationnels. Les citoyens peuvent se construire à partir des éléments pertinents pour élaborer un dispositif de capitalisation des connaissances.

**b. Enjeu de la liberté critique (sociale, politique et économique)**

La critique du contenu des lignes budgétaires et leur priorisation en rapport avec les besoins par les citoyens, se place assurément dans ses interactions avec les autres acteurs du développement durable (Etat, gouvernements centraux, coopération décentralisée, bailleurs de fonds, etc.) avec, en arrière fond, le projet de participation populaire comme référence d'un développement maîtrisé, mettant le facteur humain et l'ingénierie sociale au centre de la démarche. Cependant, cette liberté critique ne doit pas seulement être réactivée, mais proactive alliant mobilisation, intermédiation sociale et lobbying.

**c. Enjeu de défense des défavorisés et refus de la pauvreté**

Les citoyens structurent la défense de leurs intérêts et surtout les groupes sociaux défavorisés en s'inscrivant dans un projet de société qui se décline en :

- développement local durable ;
- auto-organisation des populations ;
- justice sociale ;
- genre et équité;
- transparence et obligation de rendre compte des autorités ayant mandat électif ;
- démocratie inclusive dans la gestion responsable et l'accès aux services environnementaux urbains ;
- droits humains et citoyenneté active.

**d. Enjeu des alliances organiques, construction des parcelles de coresponsabilité et apprentissage des règles de la démocratie participative**

La question importante est comment nouer, lors de la consultation locale en BP et au niveau des groupes de travail, les différentes composantes de la communauté, en termes de conjugaison des forces et d'une mobilisation efficiente des ressources dans le sens d'une fonction en réseaux qui garde flexibilité et points nodaux. En effet, durant tout le processus, le dialogue au sein de la communauté faciliterait l'identification participative de mécanismes d'autorégulation des acteurs, pour assurer plus de transparence dans le mode de gestion des activités et des projets qui prennent en compte les intérêts communs. Ce dialogue se poursuit aussi dans les mécanismes de suivi et évaluation soutenus par une communication interpersonnelle harmonieuse.

**6. Quels peuvent être les objectifs opérationnels du réseau de la communauté des pratiques en matière de Budget Participatif?**

- Promouvoir le Budget Participatif dans la gestion des collectivités locales ;
- Renforcer les outils et les techniques d'analyse du Budget Participatif;
- Militer pour une gouvernance solidaire et une démocratie participative à l'échelle des collectivités locales;
- Amener les Etats et les gouvernements locaux à institutionnaliser le Budget Participatif dans les modes de gestion et dans les pratiques budgétaires ;
- Renforcer les capacités des Elus locaux, les techniciens des collectivités locales en matière de Budget Participatif;
- Mutualiser les leçons et les enseignements des exercices de Budget Participatif.

**7. Quelles activités pour le réseau ?**

- Operations de marketing et de plaidoyer (dépliants, rencontres avec la presse, posters, conférences publiques, etc.) ;

- Actions de formation à l'échelle des pays et des sous régions ;
- Organisation de sessions de formation ciblées ;
- Organisation de rencontres lors des grands événements comme le Forum Urbain Mondial, Africités, le Sommet du Développement Durable, le Forum Social Mondial, les rencontres des Associations des Autorités et de Gouvernements locaux etc.) ;
- Débats électroniques sur des sujets et des aspects clés du Budget Participatif ;
- Identification des guichets de financements ;
- Proposition de documents de projets aux Etats et aux collectivités locales ;
- Adaptation des manuels et des guides selon l'environnement institutionnel des pays et des collectivités locales ;
- Conduite d'études de cas ;
- Capitalisation des pratiques innovantes ;
- Création et animation d'un site WEB,

#### **8. Membership du réseau**

- Villes et autres structures de gouvernements locaux comme les régions et les communautés urbaines ;
- Centres de formation ;
- Consultants agréés par une structure membre de fait et ayant reçu une certification officielle ;
- ONGs ayant une expérience avérée en matière de BP ;
- Projets de développement sur la lutte contre la pauvreté et la bonne gouvernance et ayant les activités BP au centre des objectifs et des résultats attendus ;
- Agences de recherche ;
- Observatoires nationaux et internationaux ;
- Associations reconnues dans les textes réglementaires officiels ;
- Institutions universitaires ; etc.

#### **9. Clôture**

En reprenant la parole, à la suite du modérateur qui a procédé à une synthèse des interventions, Bachir KANOUTE s'est félicité de la qualité des débats et des propositions ainsi que du niveau de participation. Il a accepté au nom d'Enda Ecopop, d'assurer la coordination du réseau africain. Il a ensuite informé les participants de l'existence d'une ébauche de plateforme (accessible sur le site: [www.bpafrique.org](http://www.bpafrique.org)) qui sera alimentée par toutes les recommandations issues de la présente rencontre. Ce site devrait être enrichi avec les contenus des expériences des différents acteurs et des propositions recueillies. Pour clôturer la session, il formulera des remerciements à l'endroit des différents participants en les invitant à s'inscrire dans les perspectives constructives partagées lors de la session.

***Dakar, SENEGAL le 22 Février 2011***

***El Housseynou LY, Expert Associé Enda ECOPOP***

***Mamadou Mansour DIAGNE, Chargé de programme Enda ECOPOP***



## Annexe 1 - Liste des participants (par ordre alphabétique pays)

| N°  | Prénom et Nom             | Pays          | Organisme                        | Contact mail  |
|-----|---------------------------|---------------|----------------------------------|---|
| 1.  | Filaman MARLEY DOS SANTOS | Brésil        | BR                               | <a href="mailto:mfilaman@yahoo.com">mfilaman@yahoo.com</a>  |
| 2.  | Cezar BUSATTO             | Brésil        | PREFECTURE MUNICIPALE            | <a href="mailto:cezarbusotto@gmail.com">cezarbusotto@gmail.com</a>  |
| 3.  | Carolina KEEBS            | Brésil        | POA                              | <a href="mailto:Keebscarolina@gamail.com">Keebscarolina@gamail.com</a>  |
| 4.  | Mariam LINERA             | Brésil        |                                  | <a href="mailto:miriamglinera@gmail.com">miriamglinera@gmail.com</a>  |
| 5.  | Gouba Mathieu             | Burkina Faso  | World of Hope                    | <a href="mailto:goubsondo@yahoo.fr">goubsondo@yahoo.fr</a>  |
| 6.  | Njifenji Emennuel F       | Cameroun      | RNHC / ASSOAL                    | <a href="mailto:Njifenji90@yahoo.fr">Njifenji90@yahoo.fr</a>  |
| 7.  | MBASSI MBASSI fabien      | Cameroun      | RNHC                             | <a href="mailto:msorad2000@yahoo.fr">msorad2000@yahoo.fr</a> / <a href="mailto:rnhcrnhc@yahoo.fr">rnhcrnhc@yahoo.fr</a>                                   |
| 8.  | Evelyne EDIPONDJOU        | Cameroun      | RNHC                             | <a href="mailto:etiagne@yahoo.fr">etiagne@yahoo.fr</a>  |
| 9.  | Steffen LAJOIE            | Canada        |                                  | <a href="mailto:Steffen75@gmail.com">Steffen75@gmail.com</a>  |
| 10. | Artemisa MONTEIRO         | Cap vert      | Ministère de la Décentralisation | <a href="mailto:astenisa-cv@hotmail.com">astenisa-cv@hotmail.com</a> / <a href="mailto:astenisa-monteiro@govz.gouv.cv">astenisa-monteiro@govz.gouv.cv</a> |
| 11. | Joao ANTONIO DELGADO      | Cap Vert      | CAMARA Municipal Paul            | <a href="mailto:Rossojo28@hotmail.com">Rossojo28@hotmail.com</a><br><a href="mailto:/joao.a.delgado@gover.gov.cv">/joao.a.delgado@gover.gov.cv</a>        |
| 12. | Choung Kyu RYU            | Corée du Sud  | UNDP                             | <a href="mailto:Choungkyu.ryu@undpaffiliates.org">Choungkyu.ryu@undpaffiliates.org</a>  |
| 13. | Affian HAMIAN             | Côte d'Ivoire | PAIPS                            | <a href="mailto:Affianhamian-fild@yahoo.fr">Affianhamian-fild@yahoo.fr</a>  |
| 14. | Kacou SALOMON             | Côte d'Ivoire | MESAD                            | <a href="mailto:dirprog@mesad.org">dirprog@mesad.org</a>  |
| 15. | Alppandro YURISICH        | Espagne       | MEDICOSDELMONDRO                 | <a href="mailto:ayurisich@hotmail.com">ayurisich@hotmail.com</a>  |
| 16. | Iria GAHAN                | Espagne       | MEDICOSDELMONDRO                 | <a href="mailto:iriahelio@hotmail.com">iriahelio@hotmail.com</a>  |
| 17. | Ann PEKKONEN              | Finlande      | CIVICUS                          | <a href="mailto:Anu.pekkonen@civicus.org">Anu.pekkonen@civicus.org</a> /<br><a href="mailto:Anu.pekkonen@gmail.com">Anu.pekkonen@gmail.com</a>            |
| 18. | Heloise NEZ               | France        | ADELS                            | <a href="mailto:Heloise.nez@gmail.com">Heloise.nez@gmail.com</a>  |
| 19. | Gilles PRADEAU            | France        | ADELS                            | <a href="mailto:Gilles.prodeau@gmail.com">Gilles.prodeau@gmail.com</a>  |
| 20. | Mireille GUEYE            | France        | UGICT-CGT                        | <a href="mailto:migueye@ugict.cgt.fr">migueye@ugict.cgt.fr</a>  |
| 21. | Mathieu COLLOGHAN         | France        | LES ALTERNATIFS                  | <a href="mailto:colloghan@gmail.com">colloghan@gmail.com</a>  |
| 22. | Alice ALESSANDRI          | France        | YMCA                             | <a href="mailto:alessandrialice@gmail.com">alessandrialice@gmail.com</a>  |
| 23. | Alessio SURIAN            | Italie        | UPU/AIH                          | <a href="mailto:Alessio.surian@gmail.com">Alessio.surian@gmail.com</a>  |
| 24. | RAZANAMAHEFA Njatonirina  | Madagascar    | Maire                            | <a href="mailto:njatoambalavro@yahoo.fr">njatoambalavro@yahoo.fr</a>  |
| 25. | ROBERT Gaby Florent       | Madagascar    | Programme SAHA Intercoope        | <a href="mailto:robertgabyflo@yahoo.fr">robertgabyflo@yahoo.fr</a>  |
| 26. | Andrianaivo RAKOTOBE      | Madagascar    | Maire                            | <a href="mailto:jeanandrianaivo@yahoo.fr">jeanandrianaivo@yahoo.fr</a>  |
| 27. | Tianamalala ISABELLA      | Madagascar    | FES                              | <a href="mailto:tianamalaisabella@yahoo.fr">tianamalaisabella@yahoo.fr</a>  |

|     |                          |                  |                            |   |
|-----|--------------------------|------------------|----------------------------|---|
| 28. | Moussa DIABATE           | Mali             | Prog .Dev. Social Urbain   | <a href="mailto:diabatenabi@yahoo.fr">diabatenabi@yahoo.fr</a>  |
| 29. | Giovamni ALLEGRETTI      | Portugal/ Italie | CES/COIMBRA                | <a href="mailto:Allegretti70@hotmail.com">Allegretti70@hotmail.com</a>  |
| 30. | NELSON DIAS              | Portugal         | Associação in loco         | <a href="mailto:Nelson-dias@in-loco.pt">Nelson-dias@in-loco.pt</a>  |
| 31. | Vanessa SAOSA            | Portugal         | Associação in loco         | <a href="mailto:Vanessa.duarte@hotmail.com">Vanessa.duarte@hotmail.com</a>  |
| 32. | Jean Michel MVONDO       | RD Congo (RDC)   | RECIC-KIN/DPCHS            | <a href="mailto:mvonoloka@yahoo.fr">mvonoloka@yahoo.fr</a> / <a href="mailto:recickin02@yahoo.fr">recickin02@yahoo.fr</a> |
| 33. | HENRI CHRISTIN LONGENDJA | RDC              | CODHOD                     | <a href="mailto:Codhod@gmail.com">Codhod@gmail.com</a>  |
| 34. | Mimy KATANGA             | RDC              | DPCHS/GAAD                 | <a href="mailto:myriamekat@yahoo.fr">myriamekat@yahoo.fr</a> ; <a href="mailto:gaadasbl@yahoo.fr">gaadasbl@yahoo.fr</a>   |
| 35. | CABANES YVES             | Royaume Uni      | DPU/UCL                    | <a href="mailto:ycabanes@mac.com">ycabanes@mac.com</a>  |
| 36. | Serigne Mansour TALL     | Sénégal          | UNDP                       | <a href="mailto:Mansour.tall@undp.org">Mansour.tall@undp.org</a>  |
| 37. | Kaoussoulaye DIALLO      | Sénégal          | UCAD .FST                  | <a href="mailto:kaoussoudiallo@yahoo.fr">kaoussoudiallo@yahoo.fr</a>  |
| 38. | Edouard FRANCOIS NDONG   | Sénégal          | CARITAS-KAOLACK            | <a href="mailto:peadau@yahoo.fr">peadau@yahoo.fr</a>  |
| 39. | Tida GOUDIABY            | Sénégal /FRANCE  | CED Bordeaux               | <a href="mailto:tidagoudiaby@hotmail.com">tidagoudiaby@hotmail.com</a>  |
| 40. | Julie ESCALIE DIATTA     | Sénégal          | ONG PACTE                  | <a href="mailto:Juli.escalie@gmail.com">Juli.escalie@gmail.com</a>  |
| 41. | Abdou KHADRE TALL        | Sénégal          | ONG CAAD                   | <a href="mailto:abdoukadtall@yahoo.fr">abdoukadtall@yahoo.fr</a>  |
| 42. | El Housseynou LY         | Sénégal          | Expert Associé Enda ECOPOP | <a href="mailto:ly.elhousseynou@gmail.com">ly.elhousseynou@gmail.com</a>  |
| 43. | Bachir KANOUTE           | Sénégal          | ENDA/ECOPop                | <a href="mailto:bkanoute@enda.sn">bkanoute@enda.sn</a>  |
| 44. | Nfally BADIANE           | Sénégal          | ENDA/ECOPop                | <a href="mailto:nfally@enda.sn">nfally@enda.sn</a>  |
| 45. | Mamadou Mansour Diagne   | Sénégal          | ENDA ECOPOP                | <a href="mailto:mansourdiagne@enda.sn">mansourdiagne@enda.sn</a>  |

## Annexe 2 - Tableau récapitulatif du panorama des Budgets Participatifs en Afrique

| Pays         | Localisation   | Acquis   | Difficultés rencontrées  | Attentes formulées vis-à-vis du futur réseau BP africain  |
|--------------|--|--|--|---|
| Burkina Faso | Commune de Ouagadougou   | - 24 facilitateurs formés au BP  | - Volonté politique de démarrer le processus   | -Audience avec le 1 <sup>er</sup> ministre.<br>-Rencontre d' échanges avec l'AMB<br>-Présentation du BP à l'AMB<br>-Formation des maires dans les régions<br>-Mise en place des représentants du réseau au Burkina et adoption d'un cahier de charges.  |
| Cameroun     | Communes de :<br>- Maroua<br>- Batcham<br>- Koumbo<br>- Foumban<br>- Koutaba<br>- Sa'a<br>- MFou<br>- Edzoundouan<br>- Garoua<br>- Yaoundé 6, 2, 7, 4,<br>- Ngaoundéré<br>(51 communes expérimentent le processus) | - Création de comités de coordination pour le suivi BP<br>- Mise sur pied de Bureaux d'Appui au Développement des Quartiers au sein des communes<br>- Mise sur pied d'observatoires des services sociaux de base<br>- Mise en débat de tout ou partie du Budget d'investissement public en la commune de Yaoundé 6.<br>- Réalisation de plusieurs projets basés sur les priorités du BP : adduction d'eau, assainissement, emploi, habitat et logement, éclairage public, etc.<br>- Augmentation du Budget d'investissement public destiné aux services sociaux de base<br>- Mise en œuvre d'un plaidoyer pour l'adoption du BP comme outil national de financement des communes et de participation | - Faiblesse de la conscience citoyenne<br>- Niveau élevé de pauvreté<br>- Marginalisation de groupes vulnérables (femmes, jeunes, handicapés, etc.)<br>- Faiblesse de la volonté politique au niveau des autorités et des élus locaux.<br>- Faiblesse de la mise en œuvre des dispositifs de participation citoyenne<br>- Faiblesse des ressources financières et budgétaires des communes du Cameroun.<br>- Faiblesse en ressources financières de l'AC-BP-FL | - Valoriser les acquis des processus BP nationaux<br>- Développer un plaidoyer autour de l'institutionnalisation du BP dans les pays de la sous région<br>- Renforcer les capacités des acteurs par la mise en place des programmes régionaux de formation, de capitalisation des expériences en cours ou réalisées en Afrique, la communication<br>- Renforcer le leadership des acteurs nationaux |

| Pays     | Localisation  | Acquis   | Difficultés rencontrées  | Attentes formulées vis-à-vis du futur réseau BP africain   |
|----------|---|--|--|--|
|          |   | citoyenne par le RNHC et le MSORAD<br>- Mobilisation de plus de 20000 citoyens autour des débats sur les politiques locales<br>- Création et animation des plusieurs cadres de dialogue et de concertation entre les habitants, les privés et les élus.<br>- Création et animation d'une plate forme de toutes les organisations accompagnant la mise en œuvre des BP par les Communes au Cameroun: AC-BP-FL<br>- Formation de 50 animateurs locaux des BP<br>- Formation de 30 formateurs du BP pour le Cameroun et la RDC<br>- Perspective sur l'implication de 51 communes à partir de 2011 par une vingtaine d'OSC |  |  |
| Cap vert | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ilha de Santiago (Santa Cruz e São Miguel)</li> <li>• Ilha de Santo Antão ( Paúl)</li> <li>• Ilha do Fogo (Mosteiros)</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Création d'une structure centrale de coordination du Budget Participatif ;</li> <li>• Sessions de formations des présidents, conseillers municipaux, secrétaires de tous les Villes de Cap-Vert et des Représentants de la Société Civile ;</li> <li>• Création du Logo et du slogan des quatre Villes Pilotes ;</li> <li>• Création du cycle de BP des quatre Villes Pilotes ;</li> <li>• Renforcement des capacités</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Instabilité du personnel Technique de DGDAL et des Chambres Municipales ;</li> <li>• Manque de ressources financières pour formation du noyau de coordination ;</li> <li>• Faible Participation des entités décideurs dans les actions de sensibilisation.</li> </ul> | Souhait que le réseau africain de BP vienne appuyer dans les prochaines années une dissémination plus élargie de l'approche, pour amener beaucoup d'autarchies à adhérer à cette pratique de gouvernement local. |

| Pays       | Localisation   | Acquis  | Difficultés rencontrées   | Attentes formulées vis-à-vis du futur réseau BP africain   |
|------------|--|---|---|--|
|            |  | <p>techniques et institutionnelles des moyens locaux de l'application du budget participatif dans les quatre villes Pilotes ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Signature d'un protocole d'accord de partenariat entre DGDAL et d'une ONG portugaise - Association «in Loco » ;</li> <li>• Accord de partenariat avec l'Association Cap-verdienne ADAD - Association pour la Défense de l'Environnement à Développement ;</li> <li>• Renforcement des capacités techniques et institutionnelles des moyens locaux de l'application du budget participatif dans les quatre villes Pilotes ;</li> <li>• Signature d'un protocole d'accord de partenariat entre DGDAL et d'une ONG portugaise - Association Sur place ; Accord de partenariat avec l'Association Cap-verdienne ADAD - Association pour la Défense de l'Environnement à Développement</li> </ul> |   |  |
| Madagascar | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ambalavao</li> <li>- Alakamisy</li> <li>- Ambohibary,</li> <li>- Amboditandroho</li> <li>- Toamasina Suburbaine</li> <li>- Ampasinahampoan</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration relation de confiance entre élus et citoyens</li> <li>- Identification des vrais besoins de la population</li> <li>- Participation active de la population dans la mise en œuvre</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des moyens financiers pour honorer les besoins prioritaires exprimés</li> <li>- Difficulté liée à l'opérationnalisation effective de la plateforme des acteurs ainsi que la motivation des membres</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Echange d'expériences, visite échange entre les communes pratiquant le BP</li> <li>- Développement de coopération décentralisée et mobilisation de financement</li> </ul> |

| Pays                       | Localisation   | Acquis  | Difficultés rencontrées   | Attentes formulées vis-à-vis du futur réseau BP africain   |
|----------------------------|--|---|---|--|
|                            | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Soanierana,</li> <li>- Mandromondromotra,</li> <li>- Ambohibary</li> <li>- 5<sup>ème</sup> Arrondissement de Tana</li> </ul> (50 communes seront couverte pour l'année 2011 et en perspective 300 pour l'exercice 2012) | <ul style="list-style-type: none"> <li>au moyen de contribution (travail, matériaux, ...)</li> <li>- Amélioration des recettes fiscales dues essentiellement par la transparence de la gestion financière (recettes et dépenses)</li> <li>- La population appuie directement la commune dans la recherche de partenariats</li> <li>- Développement de la confiance des partenaires envers la commune caractérisé par l'inversion de flux (subvention gérée dans le compte de la commune)</li> <li>- Transparence de gestion et respect des priorités dans la mise en œuvre</li> <li>- Appropriation par la plupart des acteurs communaux du processus BP</li> </ul> | (la plateforme des acteurs est un espace de concertation et de discussion des acteurs au niveau communal et Fokontany (quartier), c'est en quelque sorte le « conseil des quartiers »)? <ul style="list-style-type: none"> <li>- manque de capacité de la commune pour le moment à supporter seule la mise en œuvre du processus BP (actuellement la commune ne trouve pas encore un bailleur pour financer la conduite du processus BP)</li> <li>- Esprit d'attentisme de la plupart des citoyens au niveau Fokontany</li> </ul> | des investissements <ul style="list-style-type: none"> <li>- Recherche ensemble de partenariat</li> <li>- Trouver le moyen de pérenniser le processus BP</li> </ul>  |
| Mali                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Koutiala,</li> <li>- Mpéssoba</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation de 30 élus et décideurs au leadership local</li> <li>- Formation de 20 facilitateurs au BP</li> <li>- Participation des populations</li> <li>- Intégration dans la matrice budgétaire globale des projets prioritaires BP</li> <li>- Volonté politique des autorités</li> <li>- Sensibilisation des populations (Lancement du processus)</li> <li>- Etat des lieux à travers le Diagnostic Territorial Participatif</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Indisponibilité des populations en période de travaux champêtres</li> <li>- Désaccord entre les délais réglementaires de dépôt du budget et le temps de déroulement des phases du processus BP</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Instauration d'un cadre annuel d'échanges d'expériences entre les communes</li> <li>- Développement des aspects de coopération décentralisée sud-sud</li> <li>- Mise en place d'un comité technique de réflexion, d'appui et de suivi/évaluation des communes mettant en œuvre le BP</li> </ul> |
| République Démocratique du | Communes de<br>- Barumbu   | - Volonté politique du Bourgmestre (maire)  | - Faiblesses des capacités financières des communes   | - Structuration souple du réseau aux échelles locale,  |

| Pays    | Localisation   | Acquis  | Difficultés rencontrées  | Attentes formulées vis-à-vis du futur réseau BP africain   |
|---------|--|---|--|--|
| Congo   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Kalamu,</li> <li>- Ndjili,</li> <li>- Massina</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prise de conscience des populations organisées en Comités d'Actions et de Contrôle (CAC) comme conseils des quartiers</li> <li>- Elaboration participative des Plans de Développement communales avec une vision claire adoptée par tous</li> <li>- Réalisation de projets démonstratifs (construction de bureau de quartier)</li> <li>- Dynamique active des différents acteurs de la gouvernance locale dans le processus</li> <li>- Le projet de loi sur l'accès à l'information publique jugé recevable par le SENAT</li> <li>- Formation continue en gouvernance municipale, décentralisation et communalisation</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Contexte politique national peu favorable</li> <li>- Processus de décentralisation inachevé</li> <li>- Faiblesse du processus démocratique</li> <li>- Expériences insuffisamment documentées</li> <li>- Rupture d'appui financier et manque des autres bailleurs de fond</li> <li>- La non adoption et promulgation de la loi sur l'accès à l'information publique</li> <li>- Les agents de la commune ne sont pas formés au leadership et à l'usage des outils de gestion</li> <li>- La corruption</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- nationale, régionale et internationale</li> <li>- Conduite de plaidoyer pour l'institutionnalisation du BP</li> <li>- Echanges autour des pratiques et outils BP</li> <li>- Renforcement des capacités des acteurs locaux</li> <li>- Mise en place d'une stratégie de financement du réseau</li> <li>- Réalisation d'un site internet du réseau</li> <li>- Mise en place d'un programme de formation</li> <li>- Coordination du réseau au niveau africain par Enda</li> </ul> |
| Sénégal | <p>Communes de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Kaolack,</li> <li>- Louga</li> <li>- Sédhiou</li> <li>- Ziguinchor,</li> <li>- Rufisque Est</li> <li>- Méckhé</li> <li>- Dalifort</li> <li>- Diourbel</li> <li>- Bambey,</li> <li>- Kolda</li> </ul> <p>Communautés rurales de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fissel</li> <li>- Ndiagianiao</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Meilleure</b> connaissance de l'approche du budget participatif par les autorités administratives et parlementaires;</li> <li>- <b>Renforcement</b> du dialogue entre acteurs locaux et inclusion groupes vulnérables et quartiers défavorisés;</li> <li>- <b>Relatif relèvement des capacités</b> des acteurs locaux dans les domaines de la gouvernance locale (budget et procédures, gestion financière, leadership, etc.);</li> <li>- <b>Une appropriation</b> effective du</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>L'analphabétisme</b> de larges franges des populations locales;</li> <li>- <b>La frilosité politique</b> de nombreux responsables exécutifs locaux;</li> <li>- <b>Les situations</b> de pauvreté vécues par les populations davantage préoccupées par la recherche quotidienne des moyens de satisfaction de leurs besoins primaires quotidiens</li> <li>- <b>La pratique</b> de l'approche participative réduite à des épisodes d'informations partagées avec quelques franges de la population;</li> <li>- <b>Le manque</b> de formation de</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Créer</b> un système d'évaluation des pratiques BP;</li> <li>- <b>Échanges</b> d'expériences pour un partage élargi des bonnes pratiques (<i>apprendre des uns et des autres</i>);</li> <li>- <b>Déploiement</b> d'un bon réseautage des praticiens du BP (<i>réservoir des (bonnes) pratiques, voyages apprenants (ex. Saly), sites internet de partage, capacitation membres,</i></li> </ul>   |



| Pays | Localisation  | Acquis   | Difficultés rencontrées   | Attentes formulées vis-à-vis du futur réseau BP africain  |
|------|---|--|---|---|
|      | (56 autres collectivités locales expérimentent le processus de gestion participative) | <p>processus du Budget Participatif par les acteurs et corrélation faite entre les investissements prioritaires et les préoccupations des populations;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Une plus grande</b> sincérité budgétaire et amélioration recettes fiscales;</li> <li>- Installation de comités de quartiers</li> <li>- Définition d'une stratégie consensuelle de mobilisation des ressources par le paiement du Minimum Fiscal</li> <li>- Systématisation des réunions des CQ</li> <li>- <b>Meilleure communication</b> entre élus et populations</li> <li>- Organisation et engagement des différentes corporations (corps de métiers) à participer à l'effort de mobilisation des ressources financières.</li> <li>- Prise en charge des projets prioritaires</li> </ul> | <p>nombreux acteurs locaux ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>l'absence</b> de vision prospective de nombreux leaders locaux ;</li> <li>- <b>Le déficit</b> de leadership local</li> </ul> | <p><i>amélioration outil BP, etc.</i>),</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Renforcement</b> du leadership des acteurs exécutifs et communautaires pour un meilleur portage du processus BP (<i>juguler la crise de leadership</i>);</li> <li>- <b>Développement</b> de leviers de promotion du BP (<i>vulgariser les valeurs pratiques BP</i>).</li> <li>- etc.</li> </ul> |